CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES

CEBATRAMA
CELLULE ECONOMIQUE DU LIMOUSIN Bâtiment - Travaux Publics
CERC POITOU-CHARENTES
GIE Réseau des CERC Cellules Économiques Régionales de la Construction

N°1 - MARS 2016

CERC AQUITAINE, LIMOUSIN ET POITOU-CHARENTES

La CEBATRAMA, la CEL BTP Limousin, la CERC Poitou-Charentes font partie du Réseau des Cellules Economiques Régionales de la Construction (CERC). Ce sont des associations de type loi 1901, créées sous l'impulsion des pouvoirs publics et des professionnels de la construction. Lieux privilégiés d'échange et de concertation, les CERC réalisent des travaux d'observation à caractère économique sur des thématiques spécifiques à la filière construction (conjoncture, perspectives d'activité, emploi & formation, construction & développement durable, rénovation énergétique des logements, déchets du BTP, recyclage, observatoire des matériaux de construction, etc.) permettant d'approfondir la connaissance de la filière et de faciliter l'aide à la décision.

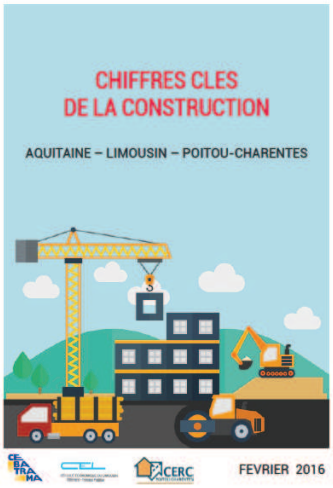
Quelques études et publications récentes produites par les CERC Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes :

Etude sur les flux et les volumes de déchets et matériaux recyclés du BTP en Aquitaine
Stratégie de réhabilitation énergétique des logements en Aquitaine à l'horizon 2025
Analyse de la demande potentielle de logements en Aquitaine à l'horizon 2025
Conjoncture trimestrielle dans le bâtiment, les travaux publics et les matériaux de construction
Construction durable & rénovation énergétique : bilan, enjeux et perspectives
Etude comparative technico-économique entre les systèmes constructifs bois et maçonnés
Observatoire régional de la construction bois en Poitou-Charentes (COT-BTP 2014-2020)
Travaux Publics durables : Patrimoine, qualité de service et démarches de progrès en Limousin et PC
Observatoire des granulats du BTP en Limousin
Analyse de l'offre de formation en lien avec les matériaux bio-sourcés dans le bâtiment en Limousin
Vers une structuration de la filière terre crue en Limousin
Accessibilité dans les ERP
[...]

Cette publication à l'échelle de la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes a été réalisée conjointement par les trois CERC. **Des notes de conjoncture déclinées au niveau départemental sont également disponibles sur les sites internet respectifs de chaque cellule.**

Les Chiffres clés 2014 de la construction pour la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes, ainsi que la plupart des études et publications réalisées, sont par ailleurs téléchargeables sur les sites Internet :

www.cebatrama.org
www.cerc-actu.com / rubrique Limousin
www.cerc-pc.fr
GIE Réseau des CERC : www.cerc-actu.com



CEBATRAMA
Maison du BTP Quartier du lac
33 081 BORDEAUX cedex
Tél : 05 47 47 62 43
Mail : contact@cebatrama.org

CEL BTP du Limousin
6, allée Duke Ellington
87 067 LIMOGES
Tél : 05 55 11 21 50
Mail : cellule.eco.limousin.btp@orange.fr

CERC Poitou-Charentes
5 rue Arthur Ranc CS 60539
86020 POITIERS Cedex
Tél : 05.49.41.47.37
Mail : cerc-pch@i-carre.net

AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	ALPC			FRANCE		
Bâtiment résidentiel - construction neuve						
Logements autorisés Situation à fin décembre 2015; Evol sur un an glissant ; cumul sur 12 mois en date réelle estimée	+6,5%	▲	39 200 lgts	+1,8%	▲	383 100 lgts
Logements mis en chantier Situation à fin décembre 2015; Evol sur un an glissant ; cumul sur 12 mois en date réelle estimée	-6,0%	▼	34 700 lgts	+0,3%	=	351 800 lgts
Bâtiment résidentiel - commercialisation de logements						
Réservations de logements (individuels et collectifs) Au 4°trimestre 2015 (évol 1an)	+15,0%	▲	2 327 lgts	+8,1%	▲	24 812 lgts
Encours de logements (individuels et collectifs) A la fin du 4°trimestre 2015 (évol 1an)	-11,5%	▼	6 749 lgts	-6,1%	▼	105 683 lgts
Bâtiment résidentiel - prêts à taux zéro						
PTZ+ De janvier à la fin du 3°trimestre 2015 (évol 1an), en M€	+62,2%	▲	1 768 PTZ+			
Travaux liés à l'Eco-PTZ De janvier à la fin du 3°trimestre 2015 (évol 1an), en M€	-38,8%	▼	39,37 M€	-35,9%	▼	318,51 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve						
Surface de locaux autorisés Situation à fin décembre 2015 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+6,0%	▲	4 322 mill. m²	-1,5%	▼	35 654 mill. m²
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin décembre 2015 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	-13,4%	▼	2 742 mill. m²	-8,4%	▼	23 186 mill. m²

Travaux publics (Aquitaine / Limousin / Poitou-Charentes)	Aq	Li	PC			
Opinion activité récente Au 4°trimestre 2015 (évol 1trimestre, solde d'opinion)	▲ -30	= -18	▼ -44		▲	-13
Opinion activité prévue Pour le 1°trimestre 2016	= -44	▼ -46	▲ -37		▼	-36
Carnets de commandes Au 4°trimestre 2015 (évol 1an), en nombre de mois	▲ 0,6	▲ +1,9	▼ -0,3	+0,3 mois	▲	5,3 mois
Matériaux						
Production BPE Production de BPE en 2015 (évol 1an), en m3	-8,3%	▼	3 574 222 m3	-5,7%	▼	34 839 971 m3
Production granulats Production de Granulats entre janv. et oct. 2015 (évol 1an), en milliers de tonnes	-20,3%	▼	30 850 kt	-9,5%	▼	251 280 kt
Consommation ciment Consommation de ciment entre janv. et sept. 2015	-8,7%	▼	1 292 kt	-7,5%	▼	12 884 kt
Appareil de production						
Emplois salariés dans la construction A la fin du 3°trimestre 2015 (évol 1an)	-3,5%	▼	118 738 sal.	-3,0%	▼	1 368 272 sal.
Intérimaires Bâtiment Au 3°trimestre 2015 (évol 1an)	+6,7%	▲	9 056 ETP	+4,7%	▲	80 319 ETP
Intérimaires Travaux Publics Au 3°trimestre 2015 (évol 1an)	+6,0%	▲	2 997 ETP	+6,5%	▲	30 351 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) Situation à fin décembre 2015 (évol 1an)	+0,4%	=	28 536 DEFM	-0,3%	=	344 747 DEFM

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE

Des signaux encourageants pour le bâtiment malgré une conjoncture en retrait

L'année 2015 s'est achevée avec une activité du BTP encore en retrait, mais plusieurs indicateurs affichent des évolutions permettant d'espérer une meilleure orientation de la conjoncture dans les prochains mois : autorisations de logements et de locaux en hausse tout comme les réservations de logements auprès des promoteurs immobiliers, prêts à taux zéro en forte progression. Ces signes annonciateurs ne doivent cependant pas occulter d'autres indicateurs moins bien orientés tels que les mises en chantier de logements et de locaux ou encore l'activité des entreprises de travaux publics et les orientations à la baisse de la production dans l'industrie des matériaux.
En outre, les analyses présentes dans cette nouvelle note de conjoncture font état de situations contrastées selon les territoires. Les fiches départementales disponibles auprès des CERC permettent d'affiner l'analyse conjoncturelle de cette nouvelle grande région.

Une évolution contrastée pour le bâtiment

En fin d'année 2015, les mises en chantiers de logements sont en repli de 6% par rapport à 2014 (cumul sur un an). Hormis le département de la Gironde (+5,6%), les autres départements de la région affichent une baisse. Au niveau national, le même indicateur fait état d'une légère progression.
Pour la région ALPC, la tendance positive concernant le logement se situe au niveau des autorisations de construire avec une hausse de 6,5% sur un an, une évolution portée par le dynamisme du logement collectif (+18%). Il convient de souligner le contraste entre les départements, ainsi trois d'entre eux affichent une hausse (Gironde, Charente-Maritime et Landes), trois une stabilité (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne), les autres départements s'inscrivent à la baisse. Dans le même temps, les données nationales enregistrent une progression modérée des autorisations.

Une autre dynamique intéressante est observée auprès de la promotion immobilière en région ALPC. Au 4ème trimestre 2015, les réservations de logements des 4 derniers trimestres auprès des promoteurs est en hausse pour le logement individuel (+22,4% sur un an) ainsi que pour le logement collectif (+8,3%). Enfin, l'utilisation du prêt à taux zéro délivré sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale est en progression de 62% au 3ème trimestre 2015 par rapport à la même période en 2014.

A l'instar du logement, l'analyse portant sur les locaux non résidentiels est contrastée. Les mises en chantiers terminent l'année sur un repli de 13,4%, alors que les autorisations, en hausse de 6%, permettent d'envisager des jours meilleurs. Pour les mises en chantiers de locaux, la baisse observée n'empêche pas quatre départements de tirer leur épingle du jeu avec une évolution à la hausse (Landes, Haute-Vienne, Charente et Charente-Maritime). De la même façon, le signal positif envoyé par le bilan des autorisations doit prendre en compte des évolutions différenciées selon les territoires. Au niveau national, la tendance baissière concerne les autorisations et les mises en chantiers de locaux.

Sur le champs de l'entretien rénovation, les différents dispositifs accompagnant la rénovation énergétique (CITE, TVA à 5,5%, Eco-PTZ, dispositifs régionaux…) permettent à ce segment de résister mais pas d'afficher de progression spectaculaire.

Travaux Publics : l'incertitude prévaut

Croissance atone, cycle électoral, baisse des dotations de l'Etat, incertitudes quant à la réforme des compétences dans le cadre de la loi NOTRe, nouvelle carte des régions... Le contexte qui entoure l'activité des travaux publics est difficile. La conséquence la plus concrète impacte directement les entreprises du secteur, il s'agit de la baisse des investissements des collectivités territoriales. En effet, leurs investissements sur le champ des travaux publics en 2015 est en diminution marquée par rapport à 2014 (estimations cerc*) en Poitou-Charentes (-9,5%) et en Aquitaine (-9%) alors qu'une légère progression est estimée en Limousin (+2%).

L'analyse des soldes d'opinion sur l'activité des travaux publics témoigne de l'incertitude évoquée précédemment, ainsi, l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité au 4ème trimestre 2015 est négative sur les 3 ex régions. Concernant l'activité prévue pour le premier trimestre de l'année 2016, le solde d'opinions est également négatif et au regard des données disponibles concernant les carnets de commande, les travaux en cours et à venir n'assurent que très peu de visibilité aux chefs d'entreprises.

Si des CPER ont été signés récemment en Aquitaine (2014-2020), en Limousin (2015-2020) et en Poitou-Charentes (2015-2020), apportant une visibilité à moyen terme, l'inquiétude des professionnels perdure.

L'industrie des matériaux souffre

Au global, au niveau régional comme au niveau national, l'ensemble des indicateurs de l'industrie des matériaux (béton prêt à l'emploi, granulats, ciments) sont orientés à la baisse suivant logiquement la conjoncture difficile du BTP.
Cependant, en région ALPC, les évolutions sont à nuancer, ainsi, le béton prêt à l'emploi affiche en 2015 un déficit annuel de 8,3% par rapport à 2014, une tendance qui touche particulièrement Poitou-Charentes (-19%) et le Limousin (-11%) alors que la baisse est modérée en Aquitaine (-1,9%).
En revanche, concernant la production de granulats, la baisse de 20% observée sur un an au niveau ALPC (de janvier à octobre) impacte les 3 ex-régions.
Enfin, s'agissant de la consommation de ciments de janvier à septembre 2015, celle-ci est en baisse de 8,7% sur un an au niveau régional avec un repli plus marquée en Poitou-Charentes (-15%) qu'en Limousin (-3,4%) ou en Aquitaine (-5,8%).

La baisse des effectifs se poursuit

Fort logiquement, l'emploi ressort très marqué en 2015 (données du 3ème trimestre) et la tendance observée depuis 2008 se poursuit. Le nombre d'emploi perdus dans le secteur de la construction s'établit à plus de 4 200 postes sur un an, soit une baisse de 3,5% (-3% au niveau national). Ce recul est observé sur les douze départements de la région ALPC, le département le plus impacté étant le Vienne (-8%) et le moins touché la Gironde (-1,5%).
L'emploi intérimaire apporte une note positive au tableau de l'emploi en affichant une meilleure orientation au 3ème trimestre 2015, soit une progression de 6,5% par rapport à la même période en 2014.

Si les entreprises continuent à résister, comme le montre la diminution des défaillances d'entreprises et le recul contenu des créations hors micro-entrepreneurs, les signaux positifs entrevus en fin d'année 2015, pour le bâtiment essentiellement, devront se confirmer et s'accentuer pour que les prochaines notes de conjoncture fassent état d'une réelle reprise pour la profession.

* : Les dépenses de bâtiment et de travaux publics des collectivités territoriales – juillet 2015 disponibles pour les trois ex régions

Les 5 tendances clés du trimestre…

+6,5% logements autorisés à la fin du 4ème trim. 2015 (evol. 1 an)	**+14%** réservations de logements collectifs à la fin du 4ème trim. 2015 (evol. 1 an)	**+6,0%** autorisations de locaux à la fin du 4ème trimestre 2015 (evol. 1 an)	**-4 200 postes** dans la construction à la fin du 3ème trimestre 2015 (evol. 1 an)	**+6,5%** emploi intérimaire BTP à la fin du 3ème trimestre 2015 (evol. 1 an)

BÂTIMENT | BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

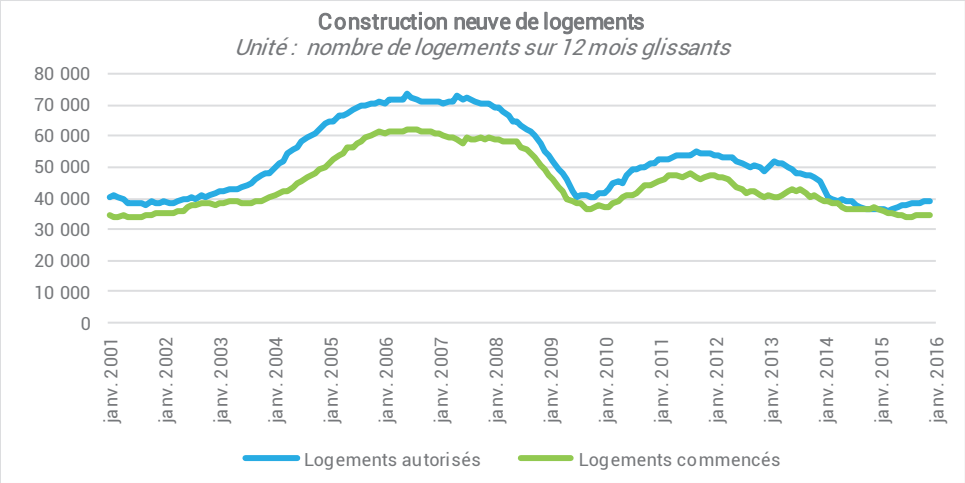
Construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2015 Evol sur 12 mois glissants		
Total logements commencés	**34 700 lgts**	**-6,0%**	▼
dont individuels purs	13 600 lgts	-6,8%	▼
dont individuels groupés	4 100 lgts	-14,6%	▼
dont collectifs (y compris résidences)	16 900 lgts	-3,4%	▼
Total logements autorisés	**39 200 lgts**	**+6,5%**	▲
dont individuels purs	15 000 lgts	-2,0%	▼
dont individuels groupés	5 100 lgts	-5,6%	▼
dont collectifs (y compris résidences)	19 000 lgts	+18,0%	▲

-6,0% ▼

SUR 12 MOIS GLISSANTS
DES MISES EN CHANTIER
34 700 lgts
CUMUL 12 MOIS A FIN DEC. 2015

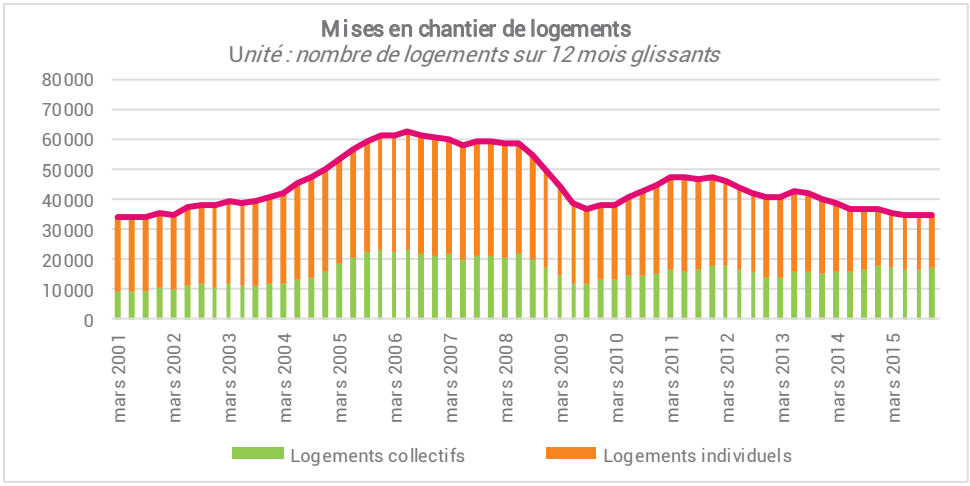
+6,5% ▲

SUR 12 MOIS GLISSANTS
DES AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE
39 200 lgts
CUMUL 12 MOIS A FIN DEC. 2015



Sur l'ensemble de l'année 2015, les mises en chantier s'établissent à 34 700 logements, en baisse de 6% par rapport à l'année précédente. La construction de logements pour l'ensemble de la région ALPC se situe à son plus bas niveau depuis 15 ans.

Le nombre de logements autorisés s'est toutefois redressé de plus de 6,5% au cours de l'année 2015, laissant envisager une reprise progressive des ouvertures de chantier en 2016.



Par segment de marché, la construction neuve de logements individuels demeure tendue : les mises en chantier sont toujours orientées à la baisse sur l'ensemble de l'année 2015 (17 700 logements commencés contre 19 400 l'année précédente).

Le recul est de moindre ampleur pour les mises en chantiers de logements collectifs (-3,4%) et les autorisations de construire sont en hausse de +18%.

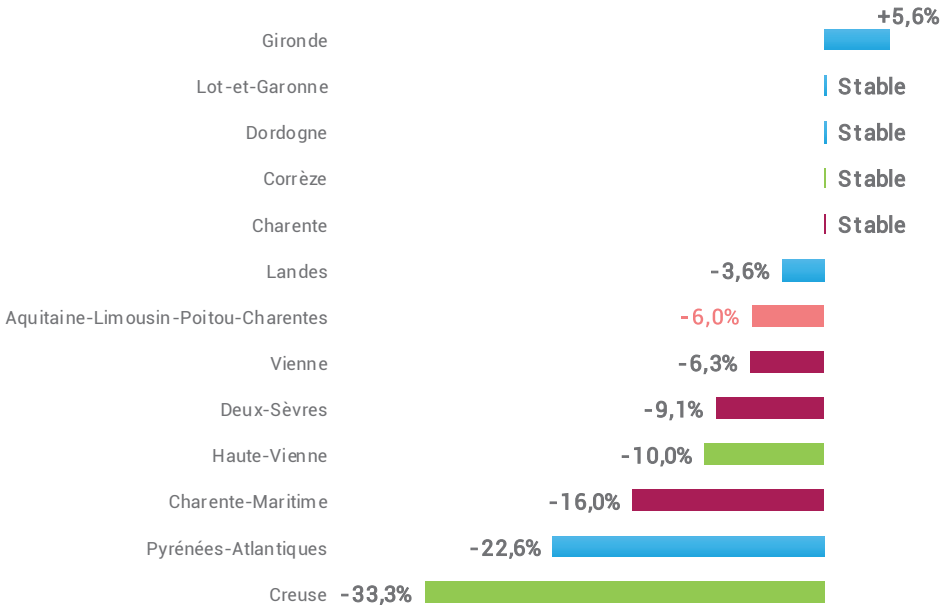
Source : SOeS, Sit@del2, données en date réelle estimée à fin décembre 2015

BÂTIMENT | BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

Mises en chantier de logements selon les départements

Unité : évolution en % sur 12 mois glissants
à fin décembre 2015



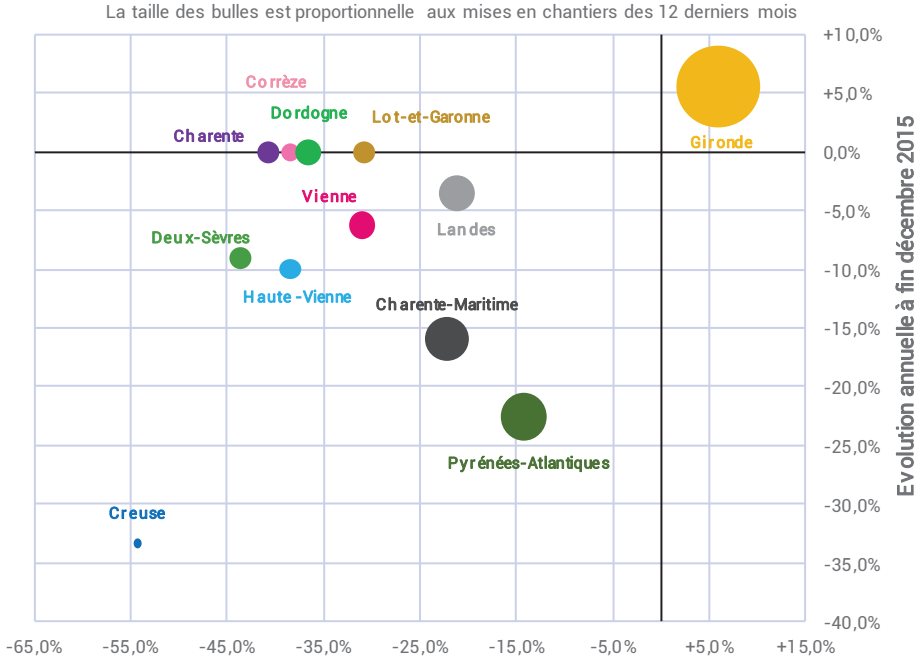
Le nombre de mises en chantier en Gironde (15200 logements) représente 43% du total de la région ALPC, un poids qui tend à masquer d'importantes disparités territoriales.

Ainsi, tandis que la Gironde connait une progression de plus de 5% des mises en chantier, la Creuse fait face à une contraction de 33% du nombre de logements commencés.

La situation conjoncturelle s'est également nettement dégradée au cours de l'année 2015 pour des départements tels que les Pyrénées-Atlantiques et la Charente-Maritime.

Mises en chantier de logements
Evolutions comparées courte période / moyenne période

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Comparaison situation à fin décembre 2015
par rapport à la moyenne 2008-2015

***Note de lecture du graphique** : Les mises en chantier de logements en Charente-Maritime sont en baisse de 16% par rapport à la même période de l'année précédente et en repli de 22% par rapport au nombre moyen annuel de logements mis en chantier sur la période 2008-2015.*

Source : SOeS, Sit@del2, données en date réelle estimée à fin décembre 2015

BÂTIMENT | BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS

La commercialisation de logements collectifs neufs	4° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente (1)	2 322 lgts	+58,5%	▲
Réservations (2)	2 094 lgts	+14,4%	▲
Stock disponible (3) *(à la fin du trimestre)*	6 009 lgts	-9,0%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	6 721 lgts	+16,0%	▲
Réservations	6 730 lgts	+8,3%	▲

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes
(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

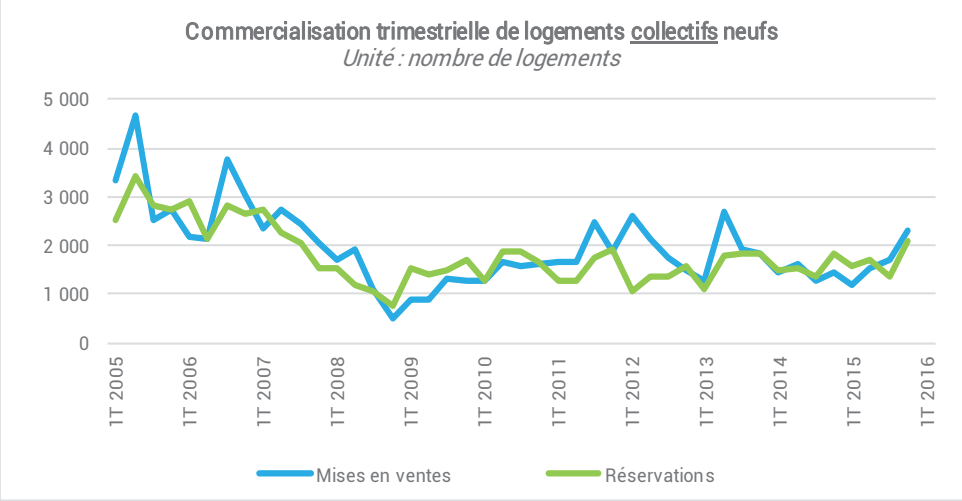
+8,3% ▲

SUR 1 AN GLISSANT
RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS
6 730 lgts
CUMUL SUR 4 TRIMESTRE

Avertissements :

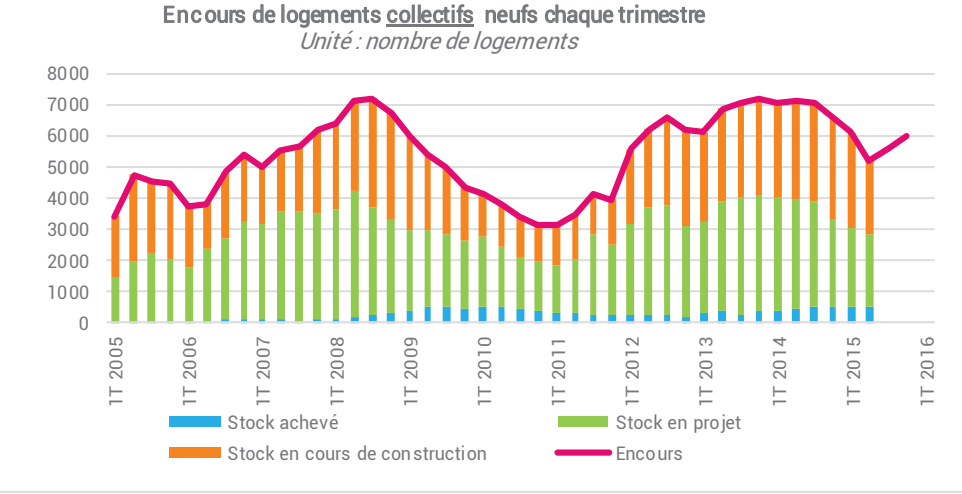
L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

La typologie de l'encours de logements neufs collectifs n'est pas disponible au 3ème et 4ème trimestre 2015



Pour l'ensemble de la région ALPC, le nombre de logements collectifs mis en vente au cours du 4ème trimestre 2015 s'élève à 2 322 logements, en hausse de +58% par rapport à la même période de l'année précédente. Les ventes progressent également : +14,4%.

Sur l'ensemble de l'année, le bilan est positif avec une augmentation de 16% des mises en vente et de 8% des réservations.



L'encours de logements collectifs s'élève à 5 597 logements. Plus de 40% de cet encours est à l'état de projet.

Source : SOeS, ECLN (données brutes)

BÂTIMENT | BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS

La commercialisation de logements neufs individuels	4° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	231 lgts	+43,5%	▲
Réservations(2)	233 lgts	+20,1%	▲
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	740 lgts	-27,6%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	669 lgts	-17,9%	▼
Réservations	858 lgts	+22,4%	▲

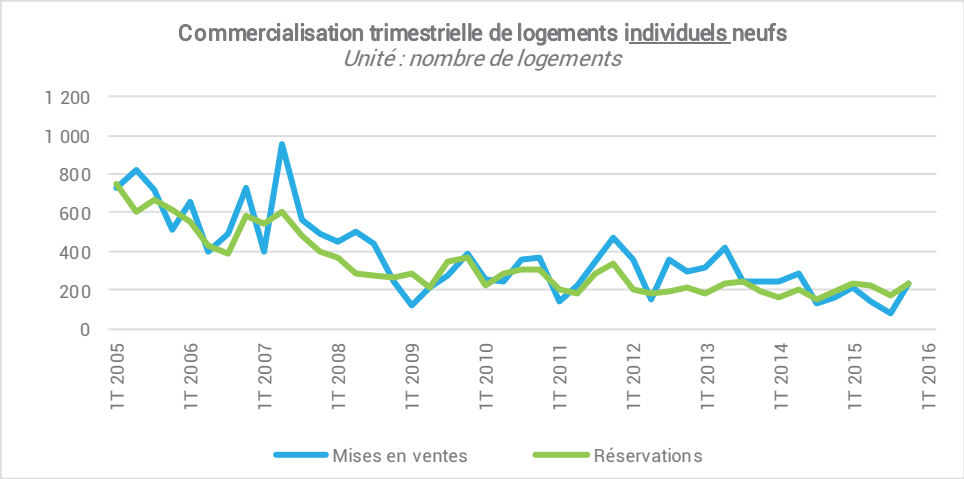
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes
(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

+22,4% ▲

SUR 1 AN GLISSANT
RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS
858 lgts
CUMUL SUR 4 TRIMESTRE

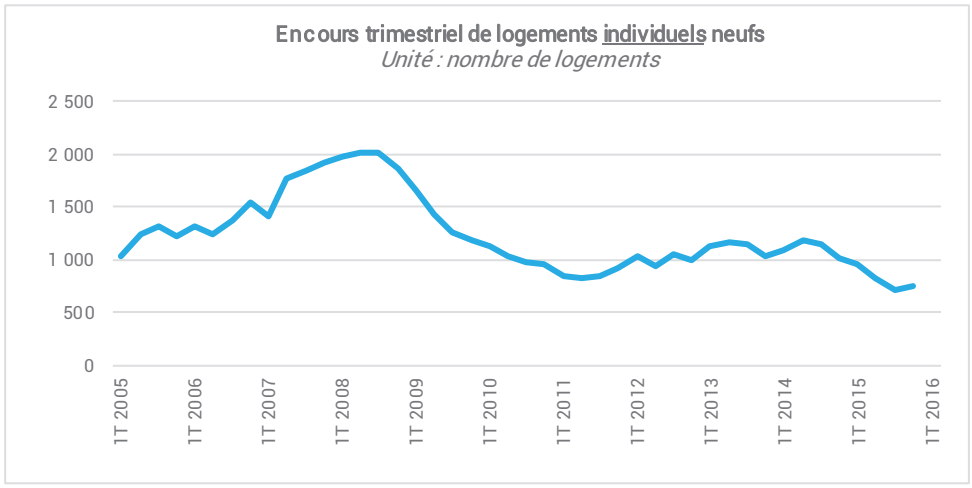
Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers.



Pour l'ensemble de la région ALPC, le nombre de logements individuels mis en vente au cours du 4ème trimestre 2015 s'élève à 231 logements, en hausse de plus de 43% par rapport à la même période de l'année précédente. Les ventes progressent de près de 20% ce même trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, les mises en vente demeurent en baisse de près de 18%.

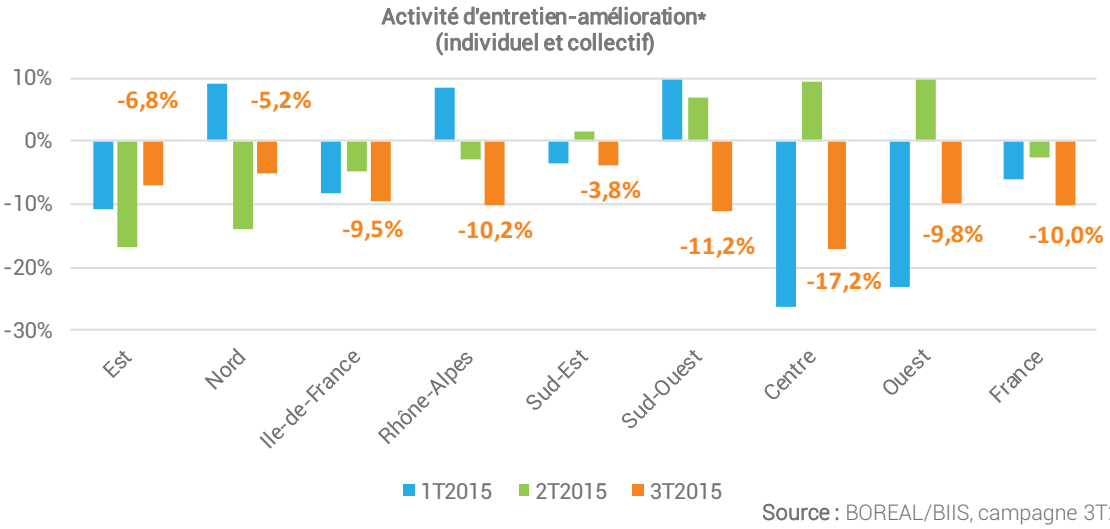


L'encours de logements individuels se réduit de nouveau au troisième trimestre 2015 pour s'établir à 708 logements, niveau le plus faible depuis 2005.

Source : SOeS, ECLN (données brutes)

BÂTIMENT | BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DES LOGEMENTS

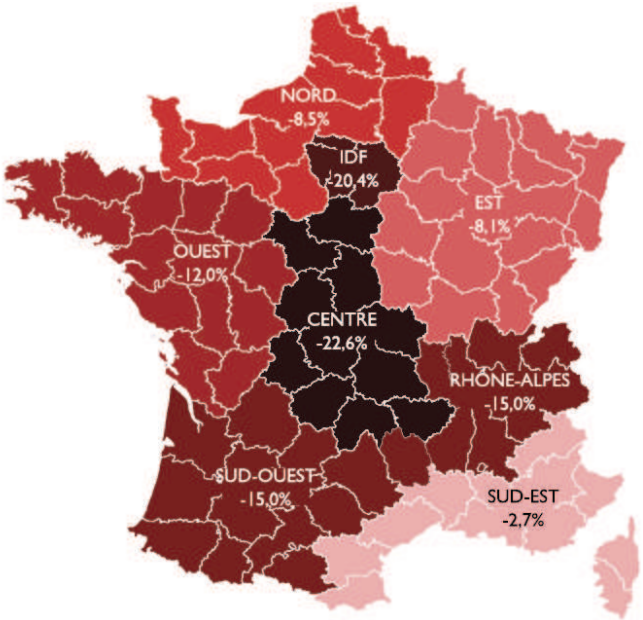


Source : BOREAL/BIIS, campagne 3T2015
** Activité en valeur (montant des chantiers terminés au cours du trimestre), 3T 2015 / 2T 2015, données non CVS*

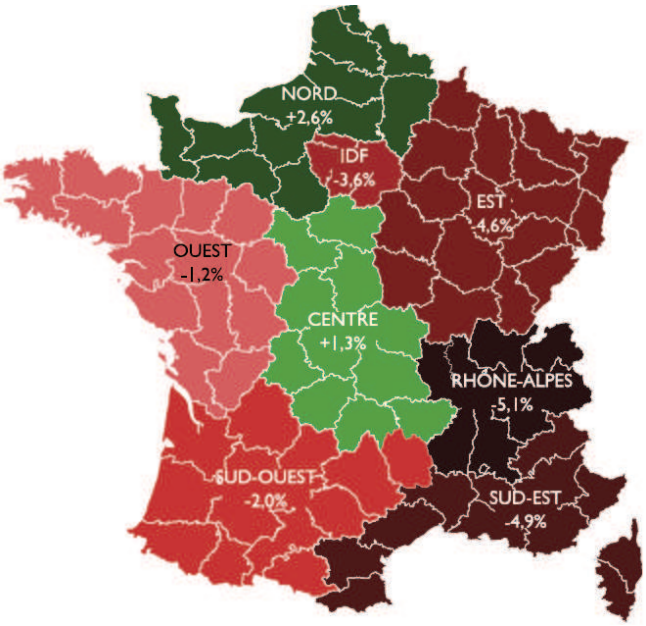
Selon les résultats du baromètre BOREAL/BIIS, l'activité entretien-amélioration de logements est en baisse dans le « sud-ouest » et le « grand-ouest » (englobant la région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes) au cours du 3ème trimestre 2015 après un début d'année plus favorable. La conjoncture pour ce segment d'activité pour la France entière reste globalement difficile depuis le début de l'année.

Evolution de l'activité d'entretien-amélioration*…

…en maisons individuelles



…en logements collectifs



Source :
BOREAL/BIIS, campagne 3T2015
** Activité en valeur (montant des chantiers terminés au cours du trimestre), 3T 2015 / 2T 2015, données non CVS*

BÂTIMENT | BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

PRÊTS A TAUX ZÉRO : ÉCO-PTZ

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	3° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Nombre d'ÉCO-PTZ accordés	972 ÉCO-PTZ	-31,6%	▼

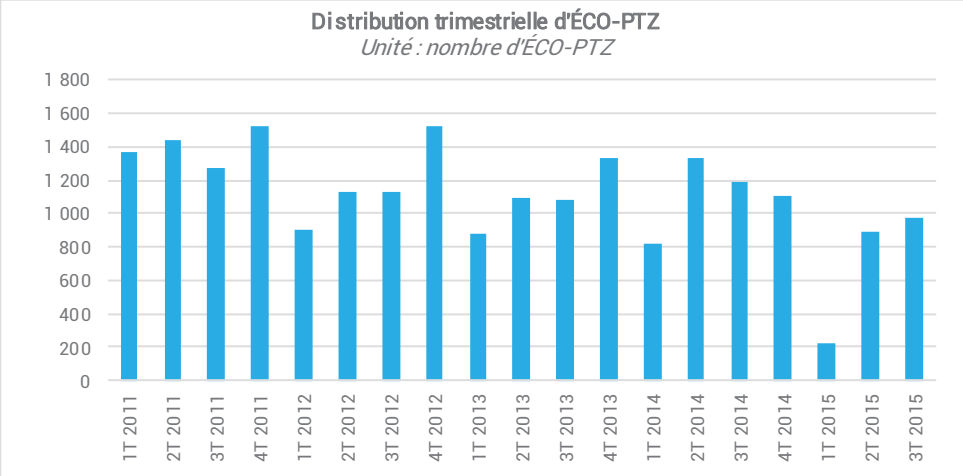
-31,6% ▼

SUR 1 AN GLISSANT

ECO-PTZ DISTRIBUES

972 prêts

au 3ème trimestre 2015



Le nombre d'Eco-PTZ au 3ème trimestre s'établit à 972 pour l'ensemble de la région ALPC. Sur un an, ce sont 2 084 Eco-PTZ qui ont été distribués pour un montant de travaux de 38 M€. Le nombre d'Eco-PTZ reste en baisse de plus de 30%.

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRÊTS A TAUX ZÉRO : PTZ+

Prêts à 0% PTZ+	3° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	1 768	+62,2%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	107	n.s.	

+62,2% ▲

SUR 1 AN GLISSANT

PTZ+ DANS LE NEUF

1 768 prêts

au 3ème trimestre 2015

Le PTZ+ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Le nombre de prêt à taux zéro au 3ème trimestre 2015 s'établit à 1768 pour l'ensemble de la région ALPC. Sur une année glissante, ils augmentent de 62%.

Source : SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT | BÂTIMENTS NON RÉSIDENTIELS

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2015 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	**2 742 mill. m²**	**-13,4%**	▼
Bâtiments agricoles	**810 mill. m²**	**-13,8%**	▼
Secteur privé non agricole	**1 405 mill. m²**	**-17,9%**	▼
Dont locaux industriels	250 mill. m²	-36,3%	▼
Dont commerces	351 mill. m²	-33,1%	▼
Dont bureaux	247 mill. m²	+3,5%	▲
Dont entrepôts	386 mill. m²	+12,7%	▲
Dont autres locaux	171 mill. m²	-19,7%	▼
Secteur public	**527 mill. m²**	**+2,4%**	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2015 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	**4 322 mill. m²**	**+6,0%**	▲
Bâtiments agricoles	**1 620 mill. m²**	**+18,2%**	▲
Secteur privé non agricole	**2 219 mill. m²**	**+8,9%**	▲
Dont locaux industriels	294 mill. m²	-23,3%	▼
Dont commerces	580 mill. m²	+2,6%	▲
Dont bureaux	392 mill. m²	+8,8%	▲
Dont entrepôts	654 mill. m²	+37,1%	▲
Dont autres locaux	299 mill. m²	+18,7%	▲
Secteur public	**484 mill. m²**	**-27,7%**	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC).

-13,4% ▼

SUR 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

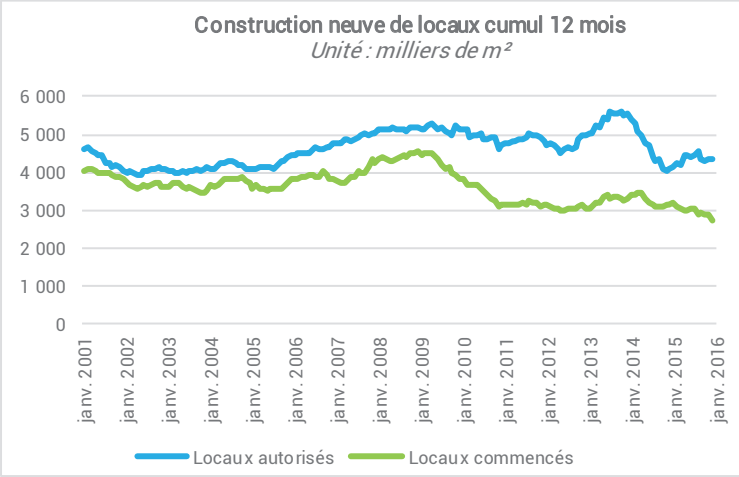
2 742 mill. m²

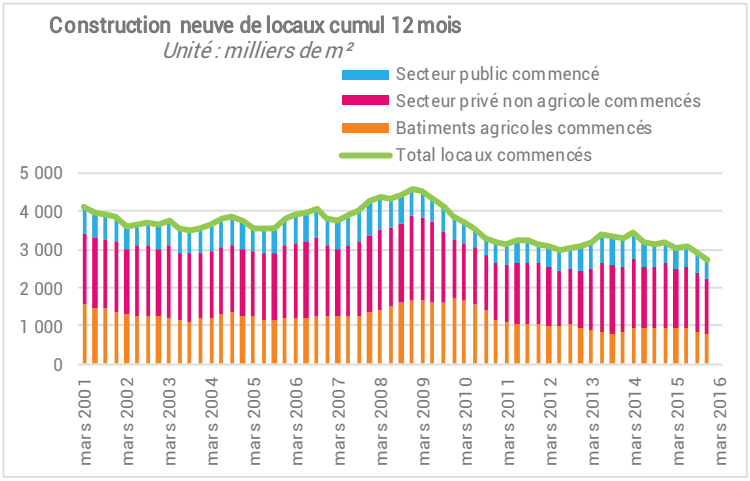
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2015)

Les surfaces de locaux commencés s'établissent à 2 742 milliers de m² sur l'ensemble de l'année 2015 pour la région ALPC, en baisse de 13,4% par rapport à l'année précédente.

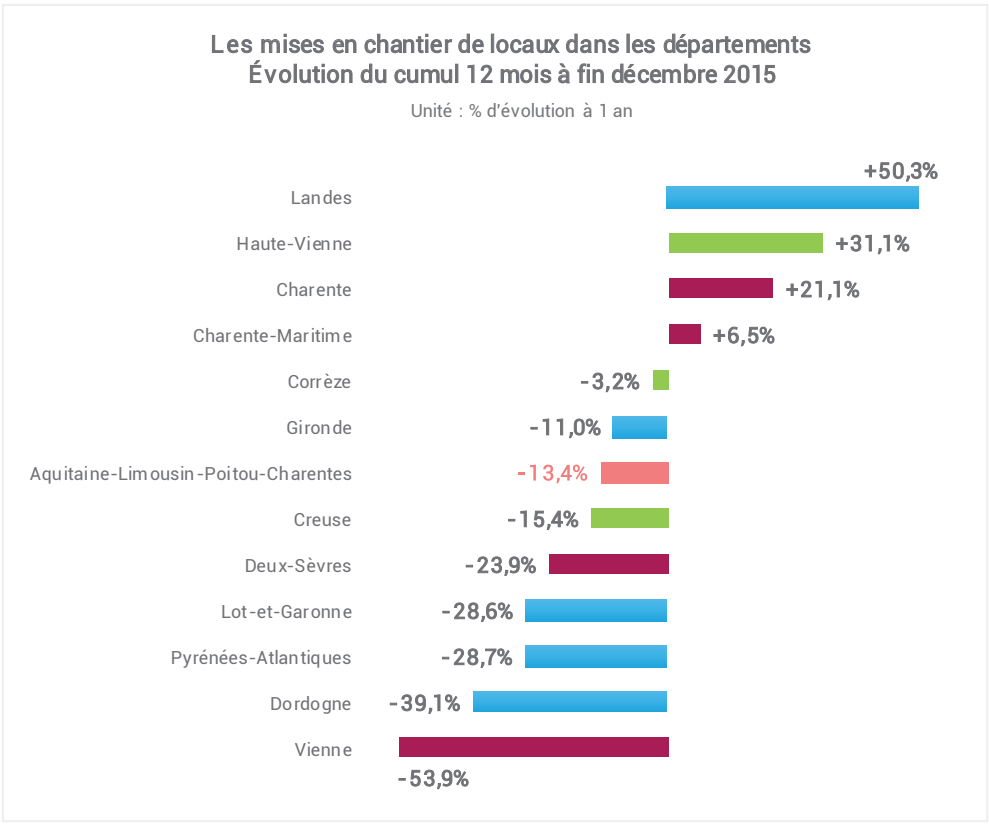
Les autorisations de construire de locaux sont en hausse de 6% pour l'année 2015. Seuls les segments de marché des locaux industriels et les bâtiments publics affichent une baisse.

Source : SOeS, Sit@del2 (date de prise en compte)

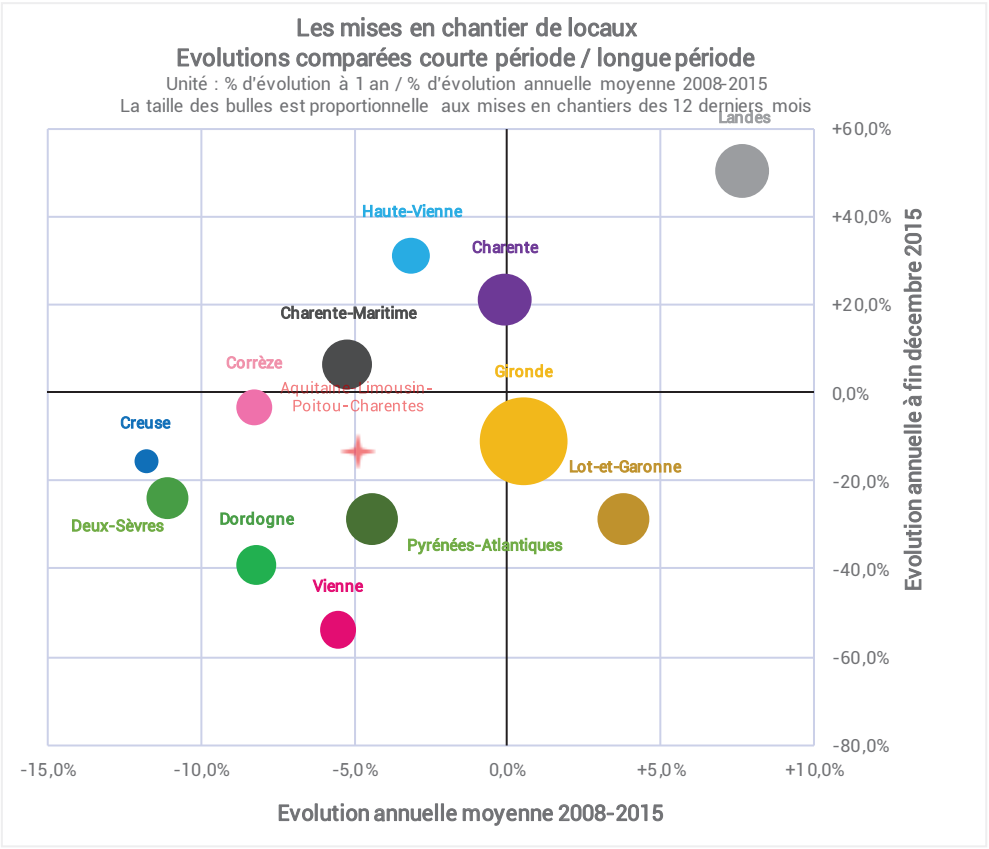




BÂTIMENT | BÂTIMENTS NON RÉSIDENTIELS



Seuls 4 départements connaissent une hausse des mises en chantier de locaux au cours de l'année 2015 : les Landes, la Haute-Vienne, la Charente et la Charente-Maritime.



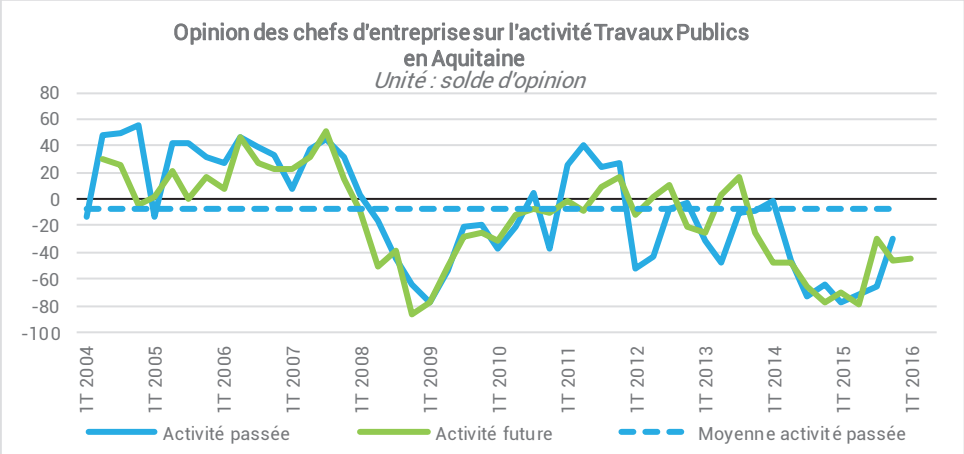
Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC).

Source : SOeS, Sit@del2 (date de prise en compte)

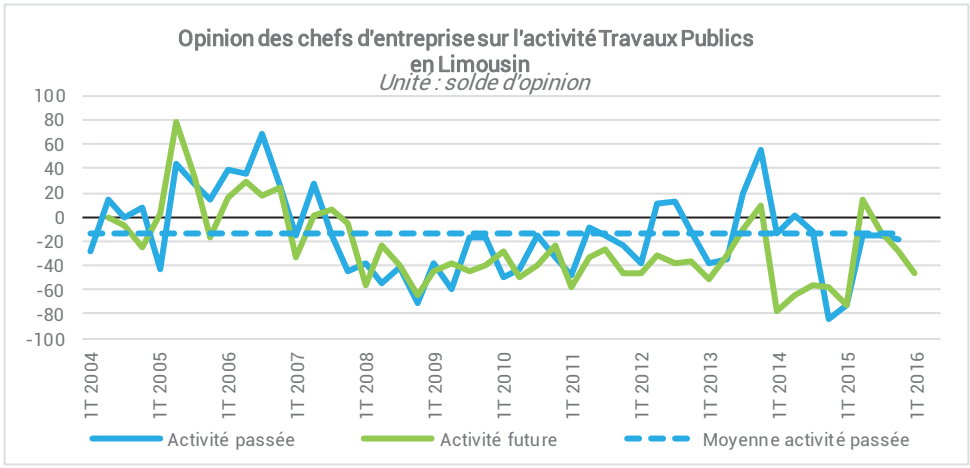
TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

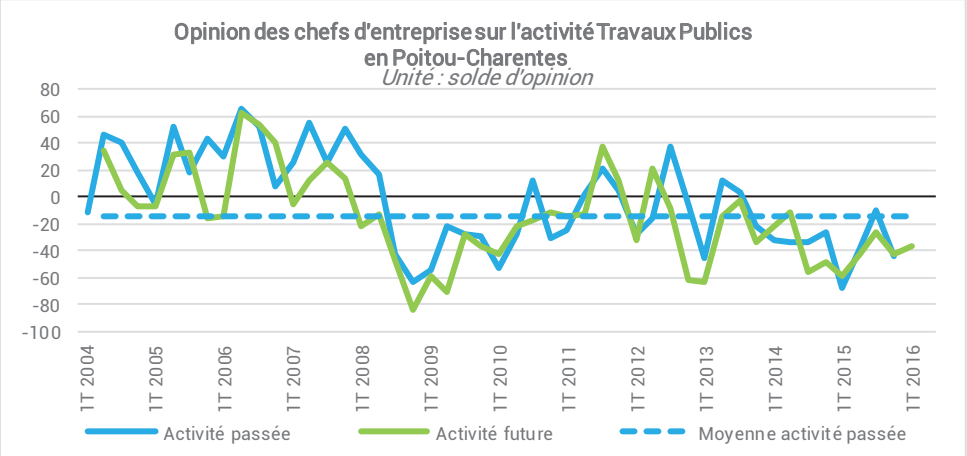
	Aquitaine				Limousin				Poitou-Charentes			
	Evolution au 4° trim. 2015			Moyenne de longue période*	Evolution au 4° trim. 2015			Moyenne de longue période*	Evolution au 4° trim. 2015			Moyenne de longue période*
Opinion sur l'activité récente(1)	-30		▲	-8	-18		=	-14	-44		▼	-3
Opinion sur l'activité future (1)	-44		=	-14	-46		▼	-24	-37		▲	-15
Opinion sur les effectif futurs(1)	-60		▲	-9,0	-14		▼	-5,3	-29		▲	2,9
Carnets de commandes(2)	3,8 mois	+0,6 mois	▲	4,3 mois	4,0 mois	+1,9 mois	▲	3,6 mois	2,1 mois	-0,3 mois	▼	3,3 mois
% d'entreprises faisant face à une insuffisance de la demande (3)	79%	+1 pts	▲	40%	55%	+22 pts	▲	36%	58%	-5 pts	▼	36%

(1) : solde d'opinion (écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évol. 1 trim.
(2) : en nombre de mois, évol. 1 an
(3) : % d'entreprises
* Moyenne de longue période depuis 1er trim. 2004



L'opinion des entreprises de travaux publics sur leur activité demeure à un bas niveau (en dessous de la moyenne de longue période) témoignant d'une conjoncture extrêmement difficile. A la fin du 4ème trimestre, les carnets de commandes tendent à se regarnir pour le Limousin et l'Aquitaine mais ne dépassent pas 4 mois d'activité.

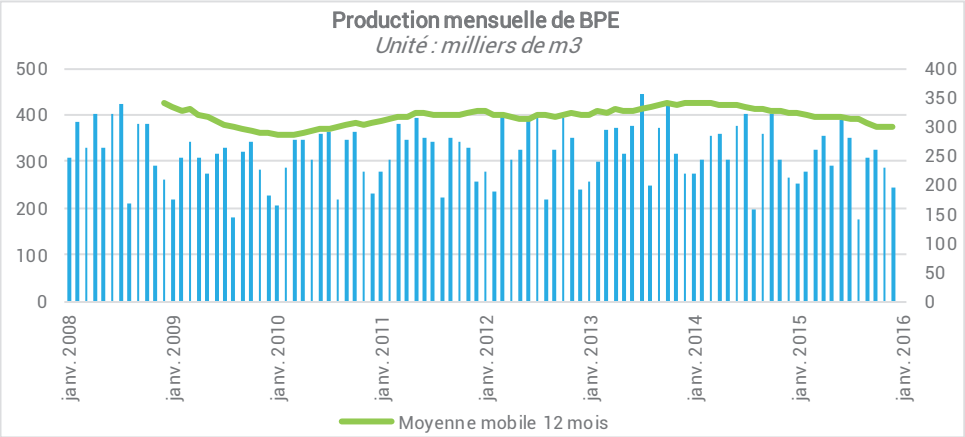


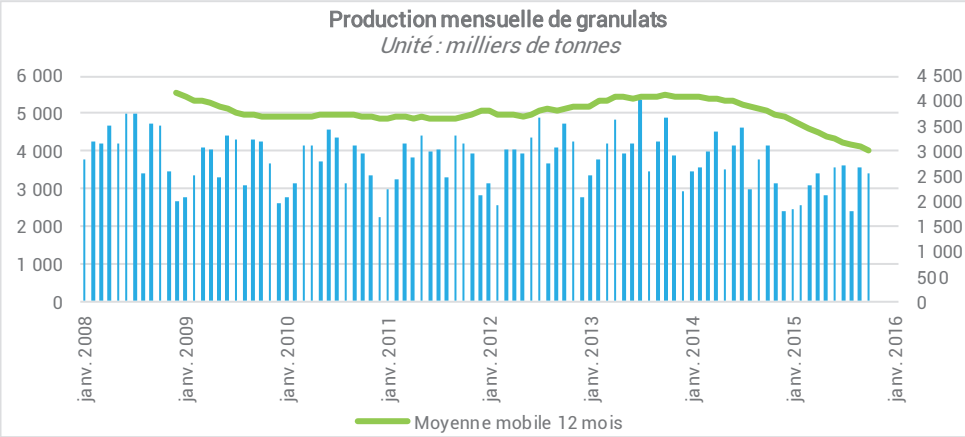


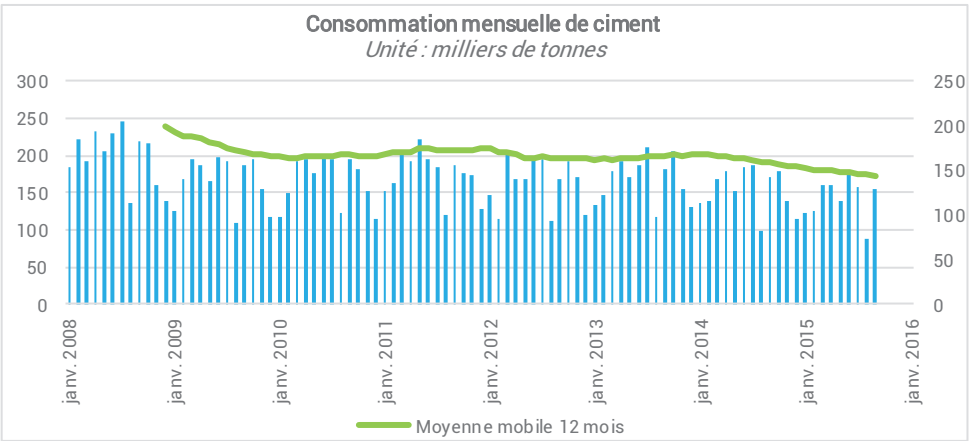
Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

MATERIAUX | BPE / GRANULATS / CIMENT

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en décembre 2015	245 198 m3	-8,0%	▼
Prod. de Granulats en octobre 2015	3 410 kt	-17,8%	▼
Consommation de ciment en septembre 2015	156 kt	-9,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE en 2015	3 574 222 m3	-8,3%	▼
Production de Granulats entre janv. et oct. 2015	30 850 kt	-20,3%	▼
Consommation de ciment entre janv. et sept. 2015	1 292 kt	-8,7%	▼







-8,3% ▼

EN 2015

PRODUCTION DE BPE

3 574 mill. m3

-20,3% ▼

entre janv. et oct. 2015

PRODUCTION DE GRANULATS

30 850 kt

EVOL 1AN

-8,7% ▼

entre janv. et sept. 2015

CONSOMMATION DE CIMENT

1 292 kt

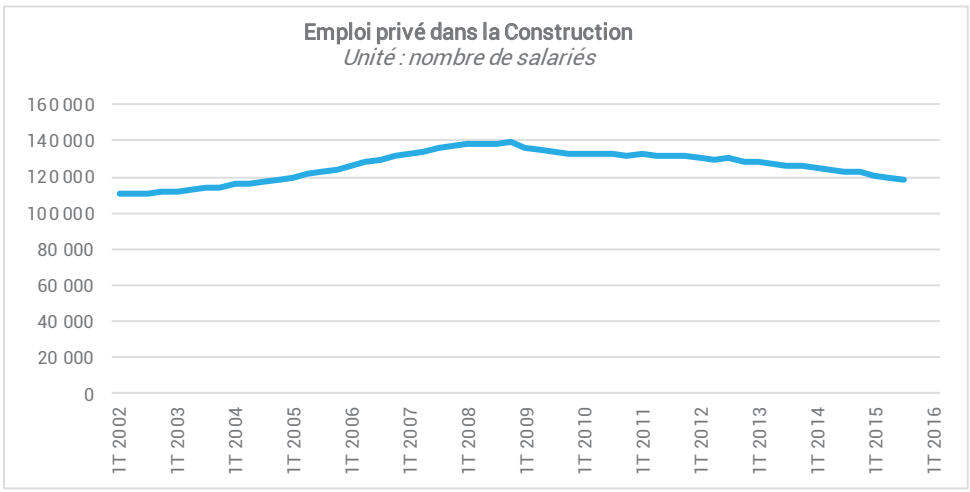
EVOL 1AN

Les matériaux de construction connaissent une année 2015 particulièrement difficile avec respectivement une baisse proche de 20% pour les granulats et de plus de 8% pour le ciment et le Béton Prêt à l'Emploi.

Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Nombre de salariés	118 738 sal.	-3,5%	▼



-3,5% ▼

EN 1 AN

DE L'EMPLOI SALARIÉ

118 738 sal.

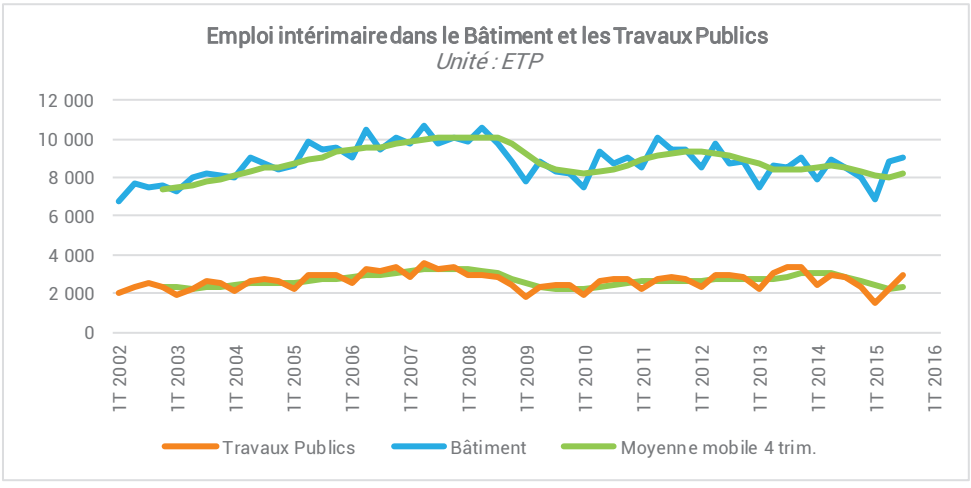
AU 3°TRIMESTRE 2015 (évol 1an)

Le nombre de salariés dans la construction atteint 118 738 au 3ème trimestre 2015, en baisse de 3,5% sur un an. Le recours à l'intérim est en hausse pour le bâtiment et les travaux publics.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)

APPAREIL DE PRODUCTION | INTÉRIMAIRE

Emploi intérimaire (en équivalents temps plein)	3° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment et Travaux Publics	12 053 ETP	+6,5%	▲
Intérimaires Bâtiment	9 056 ETP	+6,7%	▲
Intérimaires Travaux Publics	2 997 ETP	+6,0%	▲
Intérimaires Industrie des Matériaux	535 ETP		



+6,7% ▲

EN 1 AN

DES INTERIMAIRES BÂTIMENT

9 056 ETP

AU 3°TRIMESTRE 2015 (évol 1an)

+6,0% ▲

EN 1 AN

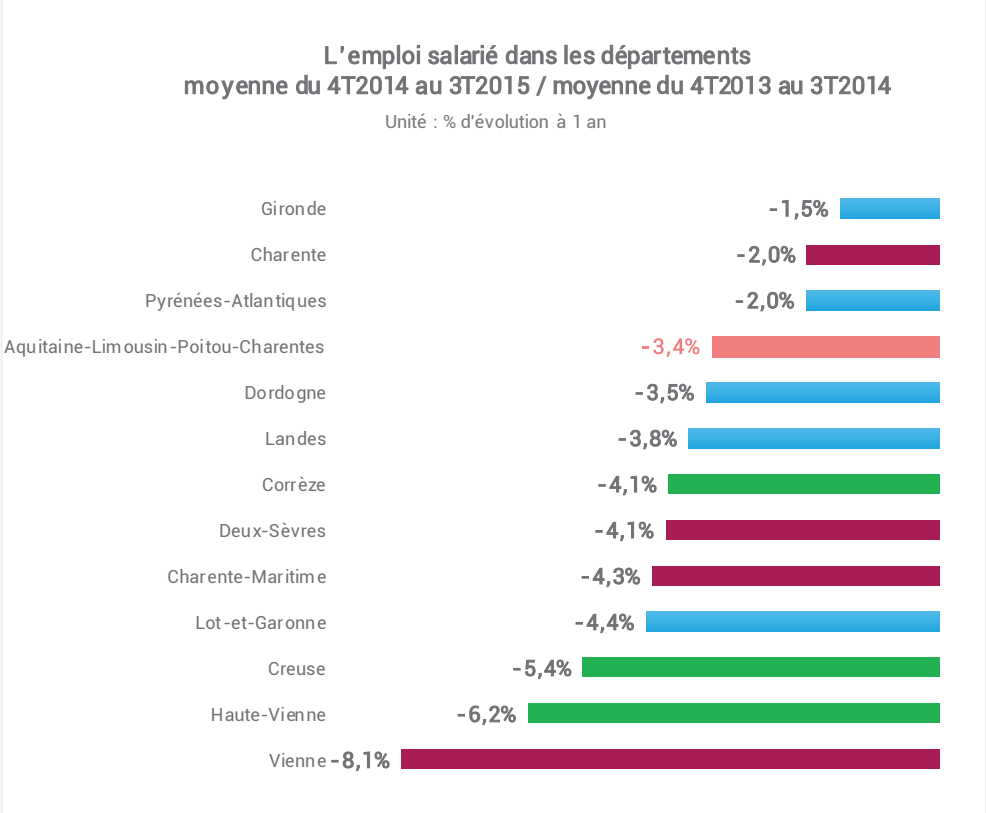
DES INTERIMAIRES TP

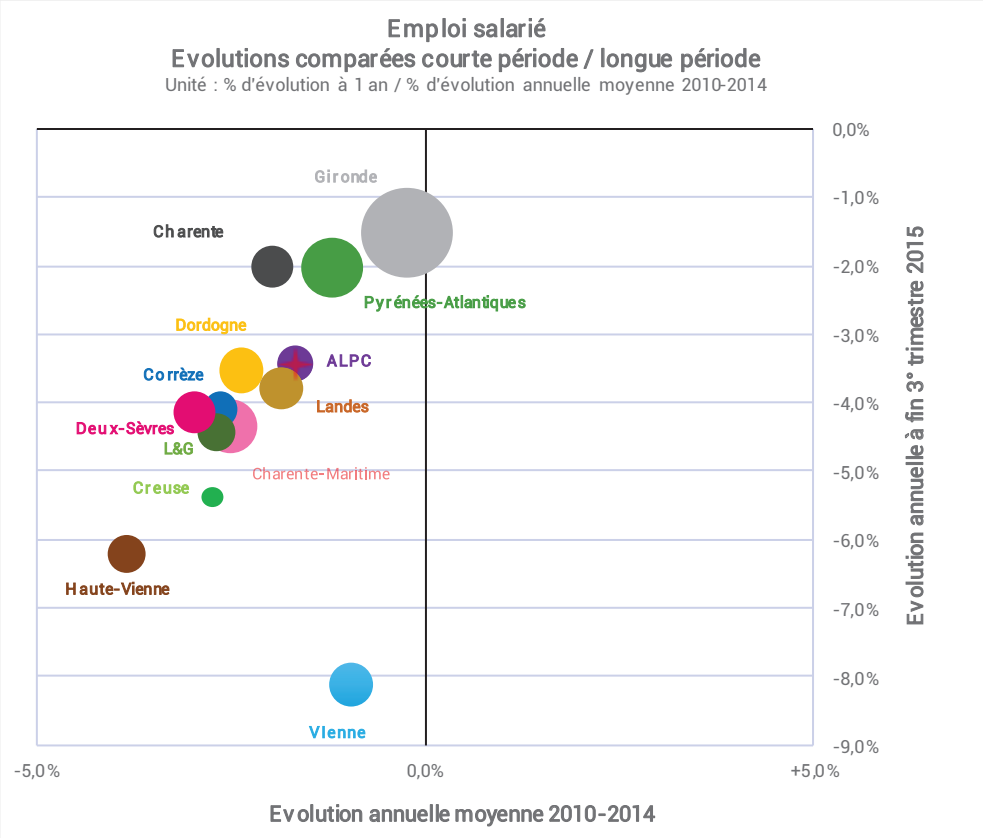
AU 3°TRIMESTRE 2015 (évol 1an)

2 997 ETP

Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ





Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Décembre 2015 - Evol 1 an		
DEFM Bâtiment et Travaux Publics	28 536 DEFM	+0,4%	=
DEFM tous secteurs économiques	317 281 DEFM	+2,2%	▲
% BTP / Ensemble de l'activité	9%	0,0 pt	=

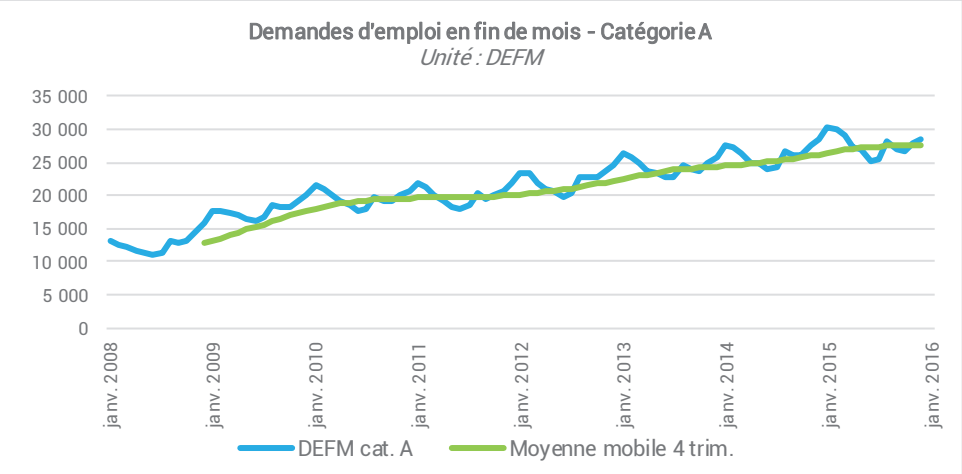
+0,4% **=**

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

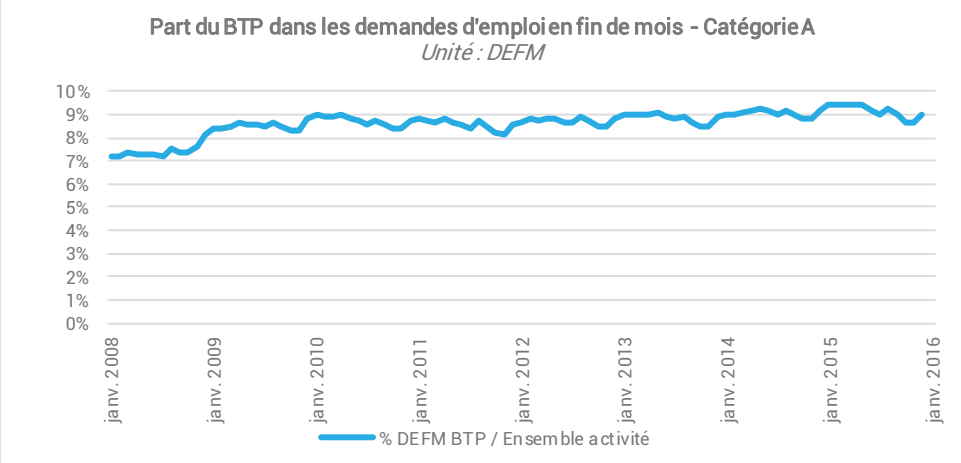
28 536 DEFM

SIT. À FIN DÉC. 2015



Source : DARES

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois), dont le secteur d'activité antérieur à leur inscription était « construction de bâtiments, génie civil ou travaux de construction spécialisés ».



Avertissement :

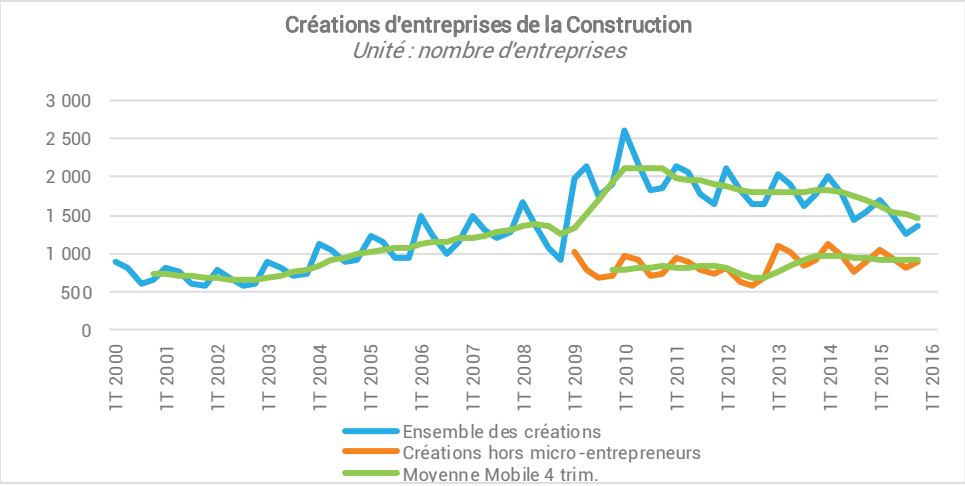
À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique.

Ces informations permettent de mieux classer les demandeurs d'emploi dans la catégorie correspondant à leur situation et se traduisent par un transfert de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C vers les catégories D et E.

En l'absence de ces précisions, sur l'ensemble des secteurs d'activité, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A aurait été plus élevé, au niveau national, de 10 000 et celui des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de 24 800.

APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	1 365 créations	-11,5%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	895 créations	*-0,9%*	=
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	5 852 créations	-13,3%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 697 créations	*-1,5%*	▼



-11,5% ▼

EN 1 AN

DES CREATIONS D'ENTREPRISES

1 365 créations

AU 4°TRIMESTRE 2015 (évol 1an)

-0,9% =

EN 1 AN

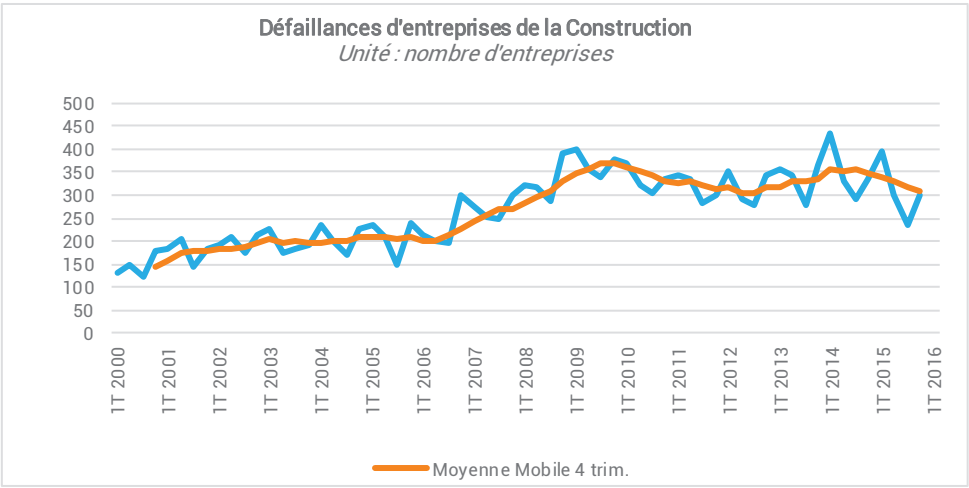
HORS MICRO-ENTREPRENEURS

895 créations

AU 4°TRIMESTRE 2015 (évol 1an)

Sources :
INSEE (données brutes)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2015 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	299 défaillances	-10,7%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 231 défaillances	-11,4%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	666 salariés	-2,9%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	2 863 salariés	-16,4%	▼



-10,7% ▼

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.

299 défaillances

AU 4°TRIMESTRE 2015 (évol 1an)

Source : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois.

MEMBRES DES CERC AQUITAINE, LIMOUSIN, POITOU-CHARENTES

CEBATRAMA

Maison du BTP Quartier du lac

33 081 BORDEAUX cedex

Tél : 05 47 47 62 43

Mail : contact@cebatrama.org

CEL BTP du Limousin

6, allée Duke Ellington

87 067 LIMOGES

Tél : 05 55 11 21 50

Mail : cellule.eco.limousin.btp@orange.fr

CERC Poitou-Charentes

5 rue Arthur Ranc CS 60539

86020 POITIERS Cedex

Tél : 05.49.41.47.37

Mail : cerc-pch@i-carre.net